

20260117 Actu Lyon

https://actu.fr/auvergne-rhone-alpes/lyon_69123/tribune-a-lyon-des-enfants-dorment-a-la-rue-un-collectif-interpelle-les-candidats-aux-municipales_63712503.html

TRIBUNE. "A Lyon, des enfants dorment à la rue" : un collectif interpelle les candidats aux municipales

EXCLUSIF. Dans une tribune sur actu Lyon, Le Collectif Jamais Sans Toit interpelle les candidats aux municipales sur la situation des personnes à la rue. A Lyon, il y a urgence.



Des sans-abris occupent le jardin des Chartreux de Lyon depuis des mois. (©Théo Zuili / actu Lyon)

Par [Rédaction Lyon](#)

Tout au long des municipales et élections métropolitaines 2026, actu Lyon publie des tribunes pour faire vivre le débat. Les candidats et leurs soutiens mais aussi les acteurs de la société civile ont la parole pour animer la campagne.

Des [familles et des enfants à la rue](#), des écoles et des immeubles occupés, des squats évacués par la police, la Ville qui recadre des collectifs en rappelant que les bâtiments municipaux ne doivent pas être occupés : l'[hébergement d'urgence](#) devient un sujet de campagne à [Lyon](#).

Nous publions ce samedi 17 janvier une tribune exclusive du collectif « Jamais sans toit » qui interpelle les candidats aux municipales. Voici leur tribune : « **Municipales à Lyon : face à l'abandon de l'État, les communes doivent protéger les enfants sans toit** »

À lire aussi

[TRIBUNE. « Il faut fermer le zoo de Lyon » : PAZ interpelle les candidats aux municipales 2026](#)

« A Lyon, des enfants dorment à la rue »

À Lyon, comme partout en France, des enfants dorment à la rue. Ils survivent dans des cages d'escaliers, des voitures, des squats, des campements ou des bidonvilles. Cette situation n'est ni exceptionnelle ni transitoire : elle est devenue structurelle, une conséquence directe du désengagement manifeste et durable de l'État en matière d'hébergement d'urgence.

Chaque soir, le 115 refuse des familles avec enfants faute de places. Chaque matin, des élèves arrivent à l'école après avoir passé la nuit dehors ou dans des conditions indignes : épuisés,

parfois malades, sans avoir pu se laver, se reposer correctement ou prendre un petit-déjeuner. Leurs besoins élémentaires ne sont pas satisfaits, les rendant, de fait, indisponibles pour les apprentissages. En exposant ainsi des enfants à cette précarité extrême, les pouvoirs publics compromettent directement leur droit à l'éducation et leur avenir.

Face à cette défaillance, la solidarité citoyenne s'est organisée. Parents d'élèves, enseignants, riverains fédérés sous la bannière de Jamais Sans Toit ont refusé de laisser des enfants dormir dehors. Ils les mettent à l'abri chez eux, organisent des goûters solidaires pour financer des nuits d'hôtel, passent la nuit dans les écoles.

La générosité atteint aujourd'hui ses limites. Conçues à l'origine comme des solutions d'extrême urgence, temporaires, destinées à alerter et à pousser les pouvoirs publics à prendre leurs responsabilités, les occupations d'écoles – nous en recensons **25 en décembre**– sont devenues un dispositif officieux d'hébergement. Elles s'éternisent : à Lyon, la grande majorité des enfants hébergés dans les établissements scolaires le sont depuis plus d'un an !

À lire aussi

[Lyon. Des migrants occupent ce parc depuis un an : « Les Lyonnais doivent savoir qu'on souffre »](#)

« Une école, ce n'est pas un chez-soi »

Mais une école, ce n'est pas un chez-soi. Les conditions de vie y sont spartiates, souvent sans vrais matelas ni douche ni cuisine ; les parents et les bébés sont condamnés à l'errance de 7h à 19h. Cette situation n'est ni acceptable pour les familles, ni juste pour les équipes éducatives et les agents municipaux, ni tenable pour les collectifs.

Ces derniers ont pris la décision, vendredi 9 janvier, de quitter les écoles pour [occuper les préfabriqués désaffectés du parc Blandan](#), dans le 7e arrdt. Trente familles y ont été mises en sécurité. Les citoyens lyonnais pourvoient seuls à leurs besoins, gèrent le ravitaillement en nourriture, en produits d'hygiène, accompagnent les familles dans leurs démarches administratives, médicales, organisent les activités des 76 enfants. Voilà jusqu'où la société civile est contrainte d'aller en l'absence de réponse institutionnelle.

À lire aussi

[Lyon. « Une crise humanitaire » en cours dans ce parc public : la situation préoccupe](#)

« Nous interpellons les candidates et candidats à Lyon »

La solidarité ne peut pas remplacer une politique publique, elle ne peut, à elle seule, compenser l'abandon de l'État. À force de laisser les citoyens colmater les brèches, les pouvoirs publics organisent l'épuisement collectif et banalisent l'inacceptable.

À l'approche des élections municipales, nous, le collectif Jamais Sans Toit, interpellons les candidates et candidats à Lyon. Face à cette situation, il ne suffit pas d'invoquer l'absence de compétence communale : puisque les villes assument déjà les conséquences matérielles du sans-abrisme infantile, leur responsabilité politique est déjà engagée. Les mairies sont en effet en première ligne : écoles ouvertes la nuit, bâtiments municipaux occupés, personnels mobilisés, médiations permanentes. La question n'est donc plus de savoir si la commune peut agir, mais comment elle va s'y prendre.

« Agir, c'est refuser qu'un enfant dorme dehors »

Agir, c'est refuser qu'un enfant dorme dehors. C'est tolérer et encadrer l'occupation humanitaire de bâtiments publics quand aucune autre solution n'existe, garantir le chauffage et l'accès à l'eau, mobiliser le patrimoine municipal vacant et les logements de fonction inoccupés. C'est assurer la continuité scolaire, l'accès à la cantine, aux centres de loisirs et à un accompagnement social digne. C'est aussi renoncer aux expulsions sans solution de relogement et reconnaître, sécuriser et soutenir les initiatives solidaires, au lieu de les laisser porter seules la charge de l'urgence.

Nous ne demandons pas aux communes de se substituer à l'État, mais de prendre leurs responsabilités politiques dans un contexte d'urgence humanitaire durable. Là où l'État se retire, la Ville doit s'engager.

À lire aussi

[Lyon. Ces migrants à la rue cumulent les amendes dans les TCL : « C'est absurde »](#)

Un débat en février avec les candidats aux municipales

C'est pourquoi lundi 2 février, nous invitons les candidats aux municipales de la ville de Lyon à une table ronde. Celle-ci sera animée par les étudiants de Sciences Po et du Centre de Formation des Journalistes, et sera l'occasion pour les têtes de liste de présenter leurs priorités, leurs engagements sur la question du sans-abrisme infantile, dans un cadre pluraliste et propice au débat.

À Lyon, aucune campagne municipale ne peut ignorer que des enfants vivent sans toit. Le droit de grandir à l'abri doit devenir un engagement central du prochain mandat.

Parce qu'un enfant ne peut pas attendre.

Parce que la solidarité ne doit jamais devenir un alibi à l'inaction publique.

Par Le Collectif Jamais Sans Toit